



## Déclaration liminaire CHSCT du 15 décembre 2015

Les restructurations s'enchaînent aux Finances Publiques et à l'INSEE. Des postes sont supprimés, des services entiers sont menacés de disparition.

Cet acharnement contre les services de l'État prend une nouvelle dimension avec la réforme territoriale pour l'Insee. Il n'est pas inutile de rappeler que depuis des mois, les personnels et leurs représentants sont mobilisés sous diverses formes afin de faire entendre leurs revendications.

A l'examen des documents transmis, les représentants Solidaires ne voient rien d'autre qu'une étude d'impact lourde, répétitive, floue et contradictoire ne présentant aucune solution concrète. Ils constatent que les conséquences du « projet » sur les agents en termes de risques psychosociaux ou risques organisationnels ne sont pas le cœur de la réflexion. L'aspect humain d'une réforme de cette ampleur n'est absolument pas pris en compte.

Parmi les nombreux reproches que nous pouvons formuler, nous citerons :

- L'absence dans l'organigramme en 2019 de la charge de travail transférée et celle générée par les activités nouvelles avec les effectifs s'y rapportant.
- L'art de la direction de cultiver et de maintenir le flou .
- Le télescopage de cette restructuration avec les lourds travaux de désamiantage du site de Nancy ne faisant qu'accentuer le stress des agents et la perte totale de leurs repères.
- L'absence d'analyse en terme de santé au travail pour l'ensemble des agents.

Globalement, comme à son habitude, l'Insee fait peu de cas de l'inquiétude et du mal-être provoqués chez les agents par les changements profonds impulsés par la réforme territoriale.

Cette étude d'impact aurait également dû permettre aux agents de l'Insee d'avoir une vision de leur avenir au sein de l'institut.

L'Insee doit conserver une proximité nécessaire à la réalisation de ses missions. Sans cette proximité, de lourdes conséquences sur les effectifs, sur l'intérêt du travail, et sur les services rendus aux agents se confirmeront.

Les représentants Solidaires rappellent qu'ils attendent de l'Administration qu'elle cesse de passer en force dossier après dossier en refusant de tenir compte des attentes des personnels.

Les représentants Solidaires réclament le rétablissement d'un véritable dialogue social au niveau national et local. Ils demandent que tous les agents soient partie prenante de chaque réflexion et de chaque décision les concernant. Particulièrement pour les agents dont le poste a été supprimé, nous demandons qu'un suivi et des points d'étape soient faits régulièrement dans le cadre du CHS CT et de ses groupes de travail.